

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1896-1897.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'AVRIL 1897.

FEUILLETON AU 10 MAI 1897.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	2346. 2352. 2361. 2384. 2391. 2407.	<p>Par pétition datée de Somergem,</p> <p>Le sieur vande Walle, instituteur à Somergem, prie la Chambre de reviser, dans le sens qu'il préconise, la loi sur les pensions des instituteurs primaires.</p> <p>Même pétition des sieurs Lampaert, instituteur à Waerschoot et Vande Walle, sous-instituteur à Waerschoot; d'instituteurs de Bottelaere, Melsele, Nieuwerkerken-Waas, Rupelmonde, Saint-Nicolas, Stekene, Zwyndrecht; des sieurs Verstraeten, instituteur à Beveren et Desmedt, instituteur à Lokeren; d'instituteurs de Meerdonck, Saint-Paul, Tamise, Bruges, Haesdonck, Sainte-Croix.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>
2.	2353.	<p>Par pétition datée du 28 janvier 1897,</p> <p>Des chefs-gardes et gardes des chemins de fer de l'État sollicitent l'intervention de la Chambre pour obtenir leur mise à la pension après trente ans de service actif</p>

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

sur les trains et rendre celle-ci obligatoire à soixante ans d'âge et après trente-cinq ans de service.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

3. 2354. Par pétition datée de Gotthem,

Des instituteurs de diverses localités prient la Chambre de modifier le taux du traitement des instituteurs primaires dans le sens de la disposition qu'elle a votée en première lecture lors de la discussion du projet de loi modifiant la loi organique de l'instruction primaire du 20 septembre 1884.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

4. 2360. Le sieur Chasseur sollicite l'intervention de la Chambre pour que le Ministre des Finances modifie, dans le sens indiqué par le pétitionnaire, l'arrêté royal organique du 20 décembre 1862 instituant des concours à l'avancement entre les employés, dans les provinces, de l'administration des contributions directes, douanes et accises.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

5. 2372. Par pétition datée de Charleroi, le 4 avril 1897,

Des maîtres de musique aux écoles moyennes de l'État, à Charleroi, sollicitent l'intervention de la Chambre afin de pouvoir passer l'examen nécessaire à l'obtention du diplôme légal de maître de musique.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

6. 2382. Par pétition datée de Bouffioulx, le 7 avril 1897,

Le sieur Guillot, à Bouffioulx, victime d'un accident du travail, sollicite un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

7. 2383. Par pétition datée de Bottelaere, le 7 avril 1897,

2392. Des instituteurs de diverses localités demandent la suppression de la 5^e catégorie de communes figurant au tableau de l'article 7^D de la loi organique de l'in-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

struction primaire, qui fixe le taux du traitement des instituteurs communaux.

Même pétition d'instituteurs de l'arrondissement d'Andenarde

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

8. 2385. Par pétition datée d'Anvers, le 15 février 1897,
2420. Des boulangers d'Anvers demandent que la loi sur les sociétés coopératives soit strictement appliquée et que la Chambre vote une disposition édictant des peines contre ceux qui contreviendraient à la dite loi.
Même pétition de boulangers de Borgerhout.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
9. 2389. Par pétition datée de Seraing, le 13 avril 1897,
La dame Ferette, à Seraing, sollicite l'intervention de la Chambre pour que son fils soit exempté définitivement du service militaire pour cause de soutien de famille.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*
10. 2390. Par pétition datée de Surice-Romedenne, le 1^{er} février 1897,
Des habitants du hameau de Romedenne demandent que leur section soit disjointe de la commune de Surice et érigée en commune distincte.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre, de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
11. 2393. Par pétition datée de Bellem, le 11 avril 1897,
Le sieur De Vreese, instituteur communal pensionné, à Bellem, demande la revision de sa pension.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
12. 2394. Par pétition datée de Stabroeck, le 9 avril 1897,
Le collège des bourgmestre et échevins de Stabroeck transmet le vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de la revision de la loi sur les pensions des instituteurs primaires dans le sens préconisé

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

par la pétition en date du 11 février 1897 des instituteurs de la susdite commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

13. 2401. Par pétition datée de Houthem-Furnes, le 23 avril 1897,

Le sieur Englebert, préposé des douanes à Houthem-Furnes, demande que des coupons de service sur les chemins de fer de l'État soient mis à la disposition du personnel inférieur de l'administration des douanes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

14. 2404. Par pétition datée de Dour, le 22 avril 1897,

Des habitants de Dour prient la Chambre de modifier la loi sur le droit d'auteur de telle façon que la Société des auteurs ne puisse prélever des taxes excessives sur le produit des fêtes musicales organisées dans un but de bienfaisance ou de prévoyance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

15. 2408. Par pétition datée de Lommel, le 22 avril 1897,

Des préposés des douanes à Lommel demandent une réduction de 50 p. c. sur les chemins de fer de l'État et les lignes concédées ou l'obtention d'un certain nombre de coupons de service.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

16. 2419. Par pétition datée de Rochefort, le 28 avril 1897,

Des gendarmes pensionnés, à Rochefort, demandent que la pension des gendarmes et sous-officiers de gendarmerie soit augmentée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*

17. 2425. Par pétition datée de Liège, le 29 avril 1897,

Le sieur Baislin, ex-sergent maître armurier à Liège, sollicite un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*

